

La société civile demande un PMAD renforcé Un momentum pour des objectifs plus ambitieux

Montréal, le 17 novembre 2011 – Suite à la lecture du rapport de consultation publique, les 24 organisations et experts signataires de la *Déclaration Pour un aménagement et un développement durables du grand Montréal* se réjouissent de constater que la société civile a su se mobiliser pour réclamer un renforcement du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) et demandent que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) adopte, en conséquence, des objectifs plus ambitieux.

« Le PMAD, qui est à adopter d'ici la fin de l'année, doit être renforcé sur plusieurs points. La protection intégrale de la **zone agricole** jusqu'en 2031, l'augmentation des **seuils de densité** et de la part des ménages dirigés vers les **zones TOD**, la création d'une **ceinture verte**, le **frein au développement routier** et autoroutier et le financement du développement des **transports collectifs** sont des conditions indispensables pour que la région de Montréal prenne le virage du développement durable », ont rappelé les signataires. Ils s'attendent maintenant à voir les bonifications proposées apparaître au PMAD remanié, dans la nouvelle version que doit proposer la CMM d'ici le 31 décembre 2011.

Selon les signataires, les recommandations ne vont pas assez loin, ne sont pas assez explicites. « Le rapport de consultation démontre bien qu'au-delà des intérêts particuliers de quelques-uns, le Grand Montréal doit prendre le taureau par les cornes pour mettre un frein à l'étalement urbain et à un mode de développement insoutenable. C'est à travers un PMAD renforcé qu'on pourra y arriver. Les consultations ont pavé la voie à un *momentum* qu'il faut saisir dès maintenant pour mettre en place les conditions d'un développement urbain viable », ont déclaré d'une seule voix les signataires. Le rapport démontre notamment un fort appui au développement du transport collectif, à une plus forte concentration des ménages dans les aires TOD, à la mise en place d'une ceinture verte et à la protection du territoire agricole.

Ce *momentum* est d'autant plus fort que le gouvernement du Québec avait déjà signifié, dans son avis sur le projet de PMAD, déposé le 29 septembre dernier, ses exigences quant à plusieurs améliorations notables à apporter au PMAD. Le gouvernement a été particulièrement explicite quant à l'absence de justification pour ouvrir les périmètres d'urbanisation; ainsi que sur la nécessité d'augmenter les seuils de densité afin notamment de rentabiliser les infrastructures.

Dans leur déclaration commune du 4 novembre dernier, les 24 signataires estiment que le PMAD doit être conçu dans une véritable perspective métropolitaine et se garder d'ouvrir la porte à des compromissions qui, municipalité par municipalité, réduiraient la portée concrète de ses orientations. Ils soulignent que les critères régissant d'éventuels cas

d'exception à cette règle doivent être sévères et ne pas devenir le cheval de Troie du recours au dézonage à des fins de développement.

La déclaration, rendue publique le 4 novembre dernier, est disponible en ligne au www.vivreenville.org. Sont disponibles pour entrevue Karel Mayrand, de la Fondation David Suzuki, Luc Rabouin, du Centre d'écologie urbaine de Montréal, Coralie Deny, du Conseil régional de l'environnement de Montréal et Christian Savard, de Vivre en Ville.

Liste des 24 signataires

Éric Notebaert, Association canadienne des médecins pour l'environnement
Lucie Thibodeau, Association pour la santé publique du Québec
Luc Rabouin, Centre d'écologie urbaine de Montréal
Nathalie Fortin, Coalition montréalaise des Tables de quartier
Gaétan Châteauneuf, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
Guy Garand, Conseil régional de l'environnement de Laval
Coralie Deny, Conseil régional de l'environnement de Montréal
Danielle Casara, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
David Hanna, Département d'études urbaines et touristiques, UQÀM
Raphaël Fischler, École d'urbanisme, Université McGill
Steven Guilbeault, Équiterre
Denis Plante, Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain
Karel Mayrand, Fondation David Suzuki
Florence Junca-Adenot, FORUM URBA 2015, Département d'études urbaines, UQÀM
François Saillant, Front d'action populaire en réaménagement urbain
Pierre Brisset, Groupe de recherche urbaine Hochelaga-Maisonneuve
Gérard Beaudet, Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal
Marie-Odile Trépanier, Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal
Dimitri Roussopoulos, Institut de politiques alternatives de Montréal
Christian Simard, Nature Québec
André Bourassa, Ordre des architectes du Québec
Christian Lacasse, Union des producteurs agricoles
Suzanne Lareau, Vélo Québec
Alexandre Turgeon, Vivre en Ville

- 30 -

Renseignements

Philippe Cousineau Morin
Vivre en Ville
Cell. 514-799-1906
philippe.cousineaumorin@vivreenville.org